

## **DÉCLARATION DES ORGANISATIONS SOCIALES SUR LA PRÉPARATION DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE LOGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE (HABITAT III) DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE MONDIALE 2014 DE L'HABITAT**

**Texte auquel ont déjà adhéré 106 réseaux, organisations de la société civile, mouvements, centres de recherche et particuliers en provenance de 28 pays du monde**

L'Assemblée Générale de l'ONU a convoqué en 2016 la troisième Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable, connue comme HABITAT III; la première réunion préparatoire s'est déroulée au mois de Septembre dernier à New York.

Pour les organisations de la société civile organisées à échelle internationale, cette conférence représente l'opportunité pour élaborer un Nouvel Agenda de l'Habitat –pas seulement un Nouvel Agenda Urbain- qui, lorsque l'on considère l'urbain et le rural comme un territoire continu, délimitent les normes et obligations internationales qui reconnaissent le droit à la ville, le droit à la terre et au territoire, incluant de même le transport de qualité et l'énergie en harmonie avec la nature et la mémoire urbaine collective, entre autre.

En 1976, date à laquelle la Conférence HABITAT I a eu lieu à Vancouver, une déclaration sur les Établissements Humains, fruit de la prise de conscience de la rapide urbanisation et qui prenait en considération la relation de campagne-ville, avait été rédigée. Lors de la Conférence d'HABITAT II tenue à Istanbul en 1996, la participation de la société civile a permis d'effectuer des progrès significatifs en termes de reconnaissance du droit au logement et cela a eu un impact sur l'Agenda de l'Habitat surgi de cette conférence. Même ainsi, on ne peut ignorer que nous sommes actuellement témoins de processus de développement urbain spéculatifs – contraires à la logique de production sociale de l'habitat– financiarisation et titrisation du logement, de la propriété et des hypothèques, de même que l'accaparement de terres, qui enfreignent souvent les droits reconnus de l'homme et ont conduit à l'étalement irrationnel des villes et à la ségrégation sociale avec de graves conséquences sur la vie des êtres humains, sur la nature et les territoires, ainsi que sur la vie sociale et les possibilités de réalisation du droit, sans discrimination, de tous les peuples à un espace et à un logement en toute sécurité pour vivre dans la paix et la dignité.

Bien que les politiques mises en place ces dernières décennies visant à affaiblir les campagnes et à les vider de leurs habitant-e-s au profit de grandes entreprises à but lucratif et ont permis aux villes une croissance au détriment de celles-ci, nos organisations ne peuvent pas ignorer la continuité entre le monde rural et l'urbain et le métabolisme qui les relie. Nous désapprouvons le modèle hégémonique de développement qui découle de ces politiques et provoque le dépouillement des communautés, des peuples indigènes et des paysan-ne-s de leurs territoires, la destruction de leur habitat et de leurs sources de revenus, mais aussi la violence criminelle qui incite à la migration massive, accroissant la paupérisation et l'abandon de leur culture et de leurs pratiques communautaires. Ces politiques aboutissent à l'impossibilité d'autres formes de vie qui ne soient pas concentrées dans les villes.

Tout cela exige que l'on priorise les droits de l'Homme et les obligations des Etats qui en découlent dans les débats, les propositions et les résolutions d'HABITAT III. Les organisations communautaires et de la société civile fournissent également des alternatives et des propositions qui devraient être examinées lors de la première conférence mondiale post 2015, comme par exemple: l'évaluation nécessaire de la mise en œuvre de l'Agenda Habitat II et de son Plan d'Action Mondial; la promotion de mesures visant à vaincre les inégalités, la

discrimination, la ségrégation et le manque d'opportunités pour l'accès à un logement décent et pour la garantie de bonne vie de toutes et tous aussi bien à la ville que dans les campagnes; l'élaboration de propositions visant à créer des instruments de planification et de budgétisation participative, de soutien institutionnel à la production sociale de l'habitat, de démocratisation des espaces de gestion territoriale, de surveillance citoyenne et de coordination du secteur public avec les secteurs impliqués dans la planification, la production et la gestion de l'habitat ainsi que la reconnaissance de la fonction sociale de la propriété. Tout ce qui précède, entre autres aspects, se trouve explicité et développé dans le cadre du droit à la ville qui fait siennes les luttes, expériences et attentes des habitant-e-s des villes en tant que sujets de droit.

De façon complémentaire, HABITAT III devra encourager les mesures et instruments qui favorisent la production et la consommation responsables, en évitant les distorsions de ladite «économie verte». Il faudra de même contempler dans le nouvel Agenda qui surgira de la conférence des instruments visant à prévenir, éviter et compenser les violations des droits de l'homme liés à l'habitat, en particulier les dépouilles de territoires, les expulsions et les déplacements forcés des populations qui sont causés par les mégaprojets et les travaux d'infrastructures. Enfin, lors de la conférence HABITAT III, au-delà de l'approche des villes résilientes, il faut concevoir des mesures visant à s'attaquer aux causes profondes de la dégradation de l'environnement et du changement climatique.

Maintenant, rien de tout cela ne sera possible que si HABITAT III garantit une participation de la société civile égale à celle des autres acteurs. Cela se concrétise dans des aspects tels que la représentation et la participation de la société civile aux comités nationaux, l'accès à l'information, et en particulier l'inclusion de nos préoccupations et propositions dans les débats nationaux et internationaux et tout au cours de ce processus. Le moyen de parvenir à la participation sociale dans le processus d'HABITAT III est de disposer des moyens qui facilitent les conditions appropriées et dignes dans les études préalables, ainsi que pendant et après la Conférence, avec l'accès aux documents et le soutien logistique approprié pour que les propositions sociales atteignent tous les niveaux lors de toutes les étapes du processus. Il est capital de considérer que la participation sociale reflète l'égalité de genre, la facilitation de divers groupes d'âge et l'inclusion des personnes handicapées et des représentant-e-s des peuples autochtones, dans le respect de leurs us et coutumes.

Il est indispensable que le Nouvel Agenda Habitat inclue la participation de la société civile et réponde aussi à la diversité de ses intérêts, sens et pratiques. Nous exigeons donc que cet effort international inclue et reconnaisse les progrès et les victoires tout comme les innovations générées par les secteurs populaires et sociaux -qui doivent fréquemment affronter l'opposition, souffrir de manque de soutien et même se voir criminalisés- pour ainsi permettre des villes plus justes, démocratiques et durables, dans lesquelles les droits des habitant-e-s soient respectés. En un mot: la construction d'une autre ville et d'un autre monde possible.

La ville est un droit, pas une marchandise!

Le logement est un droit, pas une marchandise!

Le territoire est un droit, pas une marchandise!

6 octobre 2014

## **Organisations internationales**

Habitat International Coalition (HIC) et International Alliance of Inhabitants (IAI)

## **Organisations nationales, régionales et particuliers**

### **Afrique du sud**

School of Architecture and Planning, University of the Witwatersrand

### **Angola**

#### Particuliers

Murielle Mignot, consultante en développement et droits économiques, sociaux et culturels

### **Argentine**

#### Organisations

Asociación Civil Madre Tierra

Centro de Estudios Urbanos y Regionales (CEUR-CONICET)

Centro de Investigación y Desarrollo Institucional (CIDI)

Centro de Intercambio y Servicios para el Cono Sur (CISCSA)

Federación de Tierra y Vivienda (FTV)

Fundación Equipo de Arquitectura de Servicio y Acción Social –Organización Técnica de Apoyo (EDAS-OTA)

Habitar Argentina "Iniciativa Multisectorial por el Derecho a la Tierra, a la Vivienda y al Hábitat

Instituto Internacional de Medio Ambiente y Desarrollo (IIED América Latina)

#### Particuliers

Virginia Miranda Gassull, boursière du CONICET

### **Bolivie**

#### Organisations

Comité Articulador de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua de Bolivia (CACVAM)

Construyendo Comunidades

Foro Permanente de la Vivienda (FOPEVI)

Fundación Prohábitat

Red Hábitat

Red de Mujeres Líderes Barriales (RMLB)

Red Nacional de Asentamiento Humanos (RENASEH)

#### Particuliers

Jancarla Loayza M.

### **Brésil**

Centro de Estudos, Articulação e Referência sobre Assentamentos Humanos (CEARAH)

Instituto Pólis

Terra de Direitos

União dos Movimentos de Moradia de São Paulo (UMM-SP)

União Nacional por Moradia Popular (UNMP)

### **Cameroun**

Développement et des Droits de l'Homme au Cameroun (GICAR-CAM)

### **Chili**

## Organisations

Asociación Chilena de Barrios y Zonas Patrimoniales

Corporación de Estudios Sociales SUR

Desarrollo de Hábitat | TECHO - Latinoamérica y el Caribe

Hábitat para la Humanidad- Chile

Movimiento Nacional por la Reconstrucción Justa

Vecinos por la Defensa del Barrio Yungai

Vicaria de Pastoral Social y de los trabajadores, Arzobispado de Santiago

## Particuliers

Ana Sugranyes, architecte

## **Colombie**

Congreso de los Pueblos

Grupo de Investigación "Procesos Urbanos en hábitat, vivienda e informalidad", Universidad Nacional de Colombia, sede Bogotá

Poder y Unidad Popular

## **Corée**

Asian Bridge

## **Costa Rica**

Fundación Promotora de Vivienda (FUPROVI)

## **Egypte**

The Egyptian Center for Right to City

## **El Salvador**

Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima (FUNDASAL)

## **Equateur**

Somos Ecuador

## **Espagne**

Associació Catalana d'Enginyeria Sense Fronteres (ESF)

## **Etats-Unis**

International Accountability Project

## **France**

Apoyo Urbano/Appui urbain

Habitat en Mouvement

## **Ghana**

Tenant Resources and Advisory Centre (TRAC)

## **Guatemala**

Asociación Servicios a Programas de Desarrollo e Investigación (ASOSEPRODI)

Servicios Jurídicos y Sociales (SERJUS)

## **Israël**

Arab Association for Human Rights (HRA)

## **Mali**

Association Malienne pour la Sauvegarde du Bien-être Familial (AMASBIF)

## **Mexique**

### Organisations

Asamblea de Barrios Santa María de la Rivera

Barzón de la Ciudad de México

Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento, A.C. (COPEVI)

Centro de Estudios Sociales y Culturales Antonio de Montesinos (CAM)

Central Unitaria de los Trabajadores (CUT)

Coalición de Colonias Unidas de Oaxaca

Coalición Internacional para el Hábitat, Oficina para América Latina (HIC-AL)

Colectivo de Ciudadanos de Iztapalapa en Defensa de la Energía Eléctrica

Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C.

Comité Lucha Popular (CLP)

Consultoría Especializada en Justiciabilidad de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (CEJUDESC)

Cooperación Comunitaria CCONG México, A.C.

DECA Equipo Pueblo, A.C.

Espacio de organizaciones civiles sobre derechos económicos, sociales y culturales (Espacio DESC)

FIAN México

Fomento Solidario de la Vivienda A.C. (FOSOVI)

Frente Popular Francisco Villa México Siglo XXI

Frente del Pueblo (Resistencia Organizada)

Hábitat para la Humanidad-México

Hábitat, Participación y Género (Lahas) de la Facultad de Arquitectura de la UNAM

Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario AC (IMDEC)

La Asamblea Veracruzana de Iniciativas en Defensa del Agua y del Ambiente (LA VIDA)

Movimiento Urbano Popular de la Convención Nacional Democrática (MUP-CND)

Ocupa Tu Ciudad A.C.

Organización Independiente de la zona de Tlahúac-Movimiento Proletario Independiente (OIZT-MPI)

Organización Nacional del Poder Popular Chiapas ONPP-Chiapas

Patria Nueva

Programa Mesoamérica del Instituto de Derechos Humanos Ignacio Ellacuría S.J. de la Universidad Iberoamericana de Puebla.

Regional sureste de la red de producción social de vivienda

Sociedad Organizada en Lucha (SOL)

Unión de Colonias Populares (UCP)

Unión de Colonos de San Miguel Teotongo A. C.

Unión de Colonos, Inquilinos y Solicitantes de Vivienda del Estado de Veracruz (UCISVER-Pobladores)

Unión Popular Francisco Villa A.C.

Unión Popular Valle Gómez

Unión Popular Revolucionaria Emiliano Zapata (UPREZ)

Vecinos en Defensa del Parque Reforma Social

Vecinos Justo Sierra 27

Particuliers

Adelina González Marín, Maître en Développement Rural

Alejandro López Ángeles

Federico Bolaños

Sergio Gallegos Nieto

**Palestine**

Arab Center for Agricultural Development (ACAD)

Land Research Center

Popular Development Center (PDC)

**Pakistan**

Sewa Development Trust Sindh

**Pérou**

Organisations

Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo (DESCO)

Centro de Investigación, Documentación y Asesoría Poblacional (CIDAP)

Instituto de Desarrollo Urbano (CENCA)

Particuliers

Angélica Nagy Román, Architecte

**République Dominicaine**

Cooperativa de Producción Social de la Vivienda y el Hábitat

**Suisse**

urbaMonde

**Turquie**

Particuliers

Batur Talu, Consultant Médias, "Touch the Life Association"

**Uruguay**

Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua (FUCVAM)